

Il n'est pas surprenant alors que de plus en plus de Canadiens éprouvent du cynisme pour les politiciens et la politique. Il est de plus en plus probable que les Canadiens jugent qu'il s'agit là de la seule institution au monde administrée par ses propres internés, car, parfois, nos actes et nos paroles semblent tout à fait insensées.

J'invite mes vis-à-vis à se reporter à 1981-1982, aux discours qu'ils ont prononcés à l'époque et aux conseils qu'ils donnaient alors à MM. Trudeau et MacEachen. En 1981, nous disions les mêmes choses que maintenant. Nous disions que le budget allait engendrer une récession, qu'il allait l'aggraver, qu'il allait la faire durer encore plus longtemps. Nous avons raison. Le Parti conservateur disait la même chose.

Je constate que mon collègue de Halifax s'est levé et qu'il s'apprête à quitter son fauteuil, les joues ruisselantes de larmes de crocodiles. A cette époque-là, c'est ce qu'il disait lui aussi. Il sait dans son for intérieur que le Premier ministre (M. Mulroney) prend de mauvaises décisions, mais comme il ambitionne un poste au sein du Cabinet, il n'a nul désir de s'aliéner le ministre des Finances et le Premier ministre. Il n'en a pas le courage. Il n'est pas comme le député de Portage-Interlake (M. Holtmann) qui a déclaré hier soir au sujet de la fermeture de la base de Portage la Prairie que s'il avait la preuve que Mulroney favorisait l'Est du Canada au détriment de l'Ouest, il se lèverait et voterait contre lui à la Chambre des communes.

Une voix: Où est-il?

M. Nystrom: Il est loin d'avoir le même courage que le représentant de Portage la Prairie, cette âme solitaire des prairies, cet intellectuel de poids du Parti conservateur qui n'hésiterait pas à se colleter avec le Premier ministre.

Pourquoi mes honorables vis-à-vis, je le leur demande, ne déclenchent-ils pas une révolte fiscale au Canada? Pourquoi ne la déclenchent-ils pas en alléguant que le budget du gouvernement va amorcer une récession dans notre pays? Pourquoi ne deviennent-ils pas les champions de cette législature en déclarant tout net: «Ce que nous disions en 1981-1982 était vrai, et c'est encore vrai aujourd'hui.» Ils sont à la merci du Premier ministre. Ils sont paralysés par la peur. Je sais que le député de Cambridge (M. Sobeski), au demeurant un excellent homme, ne manque pas d'ambition. Il est on ne peut plus désireux de devenir ministre. Il sait que je dis la vérité. Il sait que Joe Clark disait la vérité en 1981-1982. Il sait que Michael Wilson disait lui aussi la vérité en 1981-1982, mais il préfère se taire aujourd'hui. Il n'ose pas ouvrir la

bouche, car le Premier ministre l'a à sa merci. Et si tous ces hommes politiques n'obtiennent pas de postes au sein du Cabinet, ils pourront d'une façon ou d'une autre se consoler en obtenant des faveurs pour leurs administrés. Je constate que M. Hamelin, l'ancien député, qui a naguère cédé sa place dans Charlevoix au Premier ministre pour qu'il puisse représenter Baie-Comeau, a bénéficié d'une nomination politique.

Nos vis-à-vis craignent de mordre la main qui les nourrit. C'est pour cette raison que dans deux ou trois ans, les Canadiens vont se prononcer d'une façon décisive et se débarrasser du gouvernement actuel en en élisant un autre qui se soucie du sort des simples citoyens.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

LES ARMES NUCLÉAIRES À COURTE PORTÉE EN EUROPE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, le Canada doit appuyer l'Allemagne de l'Ouest dans ses efforts pour réduire les armes nucléaires de courte portée en Europe. A cet égard, il soit s'unir aux autres pays membres de l'OTAN pour convaincre les États-Unis et la Grande-Bretagne que c'est la meilleure solution pour que règnent la paix et la stabilité. Poursuivre la modernisation de ces armes, prévue jusqu'au milieu des années 1990, mettra sérieusement en péril la perspective d'en arriver à des réductions des armements en Europe et nuira aux possibilités de mettre progressivement fin à la guerre froide. L'appel des Allemands de l'Ouest à la réduction de ces armes nous rapprocherait au moins un peu de cet objectif.

J'exhorte le gouvernement à s'unir à ses alliés de l'OTAN qui cherchent à réduire ces armes et à mettre fin à la course aux armements. Le Canada devrait adopter une position ferme dès maintenant.